

NATIONAL CAPITAL COMMISSION
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL POUR LES NEUF MOIS

CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

Canada



TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion et analyse.....	3
A. Analyse des résultats d'une année à l'autre.....	3
B. Analyse budgétaire.....	6
C. Utilisation des crédits parlementaires.....	8
D. Dépenses d'immobilisations corporelles.....	9
E. Sommaire de l'état de la situation financière.....	10
F. Risques et stratégies d'atténuation.....	11
G. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes.....	12
Déclaration de responsabilité de la direction.....	13
État de la situation financière.....	14
État des résultats et de l'excédent accumulé.....	15
État de la variation des actifs financiers nets.....	16
État des flux de trésorerie.....	17
Notes afférentes aux états financiers trimestriels.....	18

RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE POUR LES NEUF MOIS CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

Les résultats financiers pour la période de neuf mois clos le 31 décembre 2025 ont résulté en un excédent de 25,6 M\$. Cet excédent s'explique principalement par un décalage temporel entre les crédits parlementaires d'immobilisations reçus et la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles (31,4 M\$), du gain sur la disposition d'immobilisations corporelles (7,8 M\$), d'autres revenus plus élevés que prévu (3,5 M\$). Ces excédents sont partiellement compensés par des écarts temporels dans la réception des crédits parlementaires en charges d'exploitation (17,0 M\$).

A. Analyse des résultats d'une année à l'autre

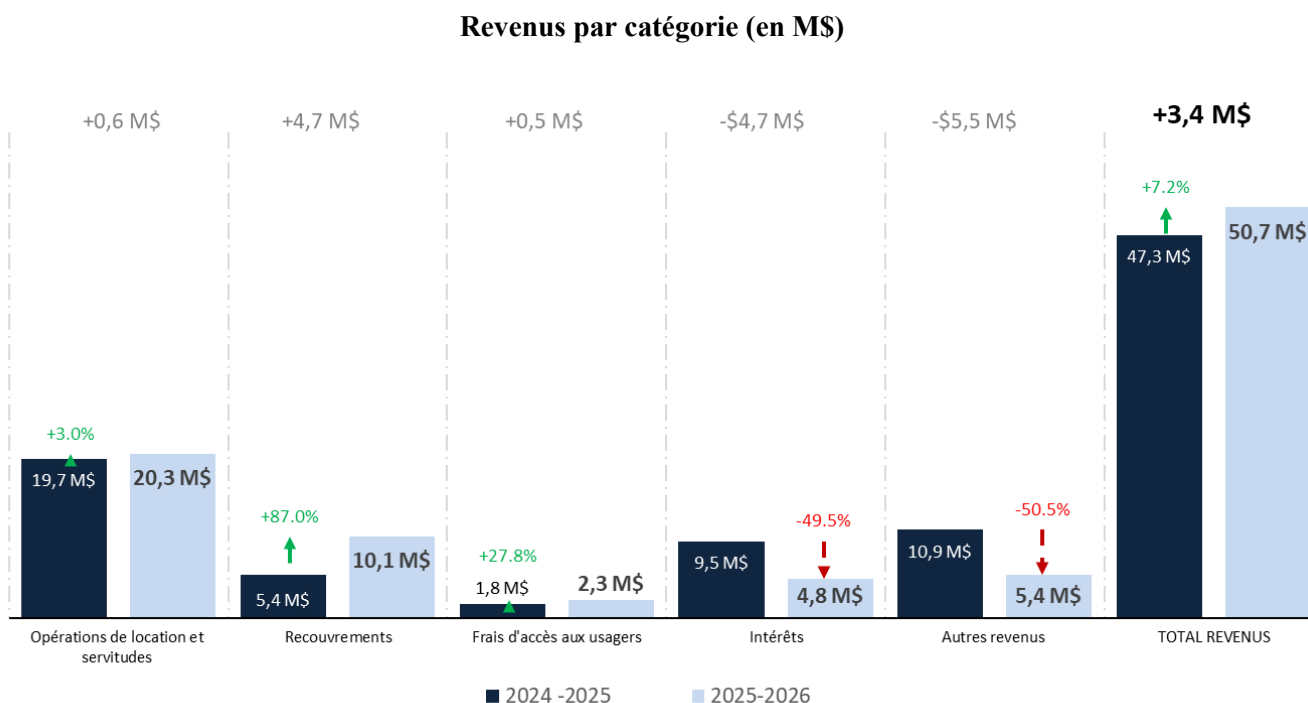
Les revenus ont augmenté de 3,4 M\$, soit 7,2 % par rapport à la même période de l'année précédente, principalement en raison des éléments suivants :

- Augmentation du gain sur la cession d'immobilisations corporelles de 0 à 7,8 M\$;
- Augmentation des recouvrements de 4,7 M\$, ou 87,0 %, pour atteindre 10,1 M\$;
- Augmentation des revenus liés aux opérations de location et servitudes de 0,6M\$, ou 3,0 %, pour atteindre 20,3M\$;
- Augmentation des frais d'accès aux usagers de 0,5M\$, ou 27,8 %, pour atteindre 2,3 M\$.

Ces augmentations sont partiellement contrebalancées par :

- Une diminution des revenus d'intérêts de 4,7 M\$, ou 49,5 %, pour atteindre 4,8 M\$;
- Une diminution des autres revenus de 5,5 M\$, ou 50,5 %, pour atteindre à 5,4 M\$.

Le graphique suivant présente les revenus par catégorie comparativement à l'année précédente :



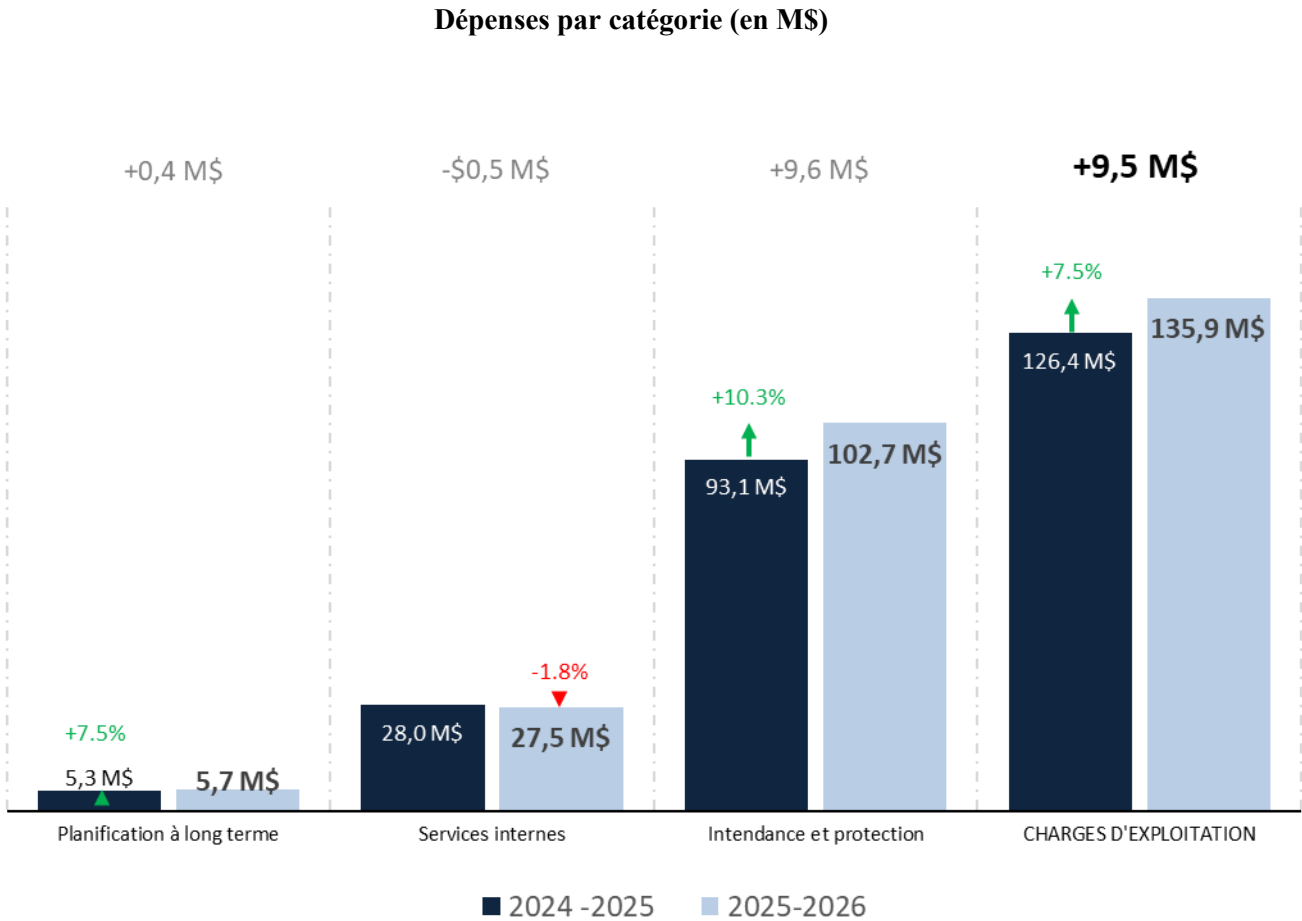
Les charges d’exploitation ont augmenté de 9,5 M\$, ou 7,5%, comparativement à la même période l’an dernier. Les résultats par programme sont les suivants :

- L'intendance et protection a augmenté de 9,6 M\$, ou 10,3%, pour atteindre 102,7 M\$; et
- La planification à long terme a augmenté de 0,4M\$, ou 7,5% pour atteindre 5,7 M\$.

Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par :

- Une baisse des services internes de 0,5 M\$, ou 1,8 %, pour atteindre 27,5 M\$.

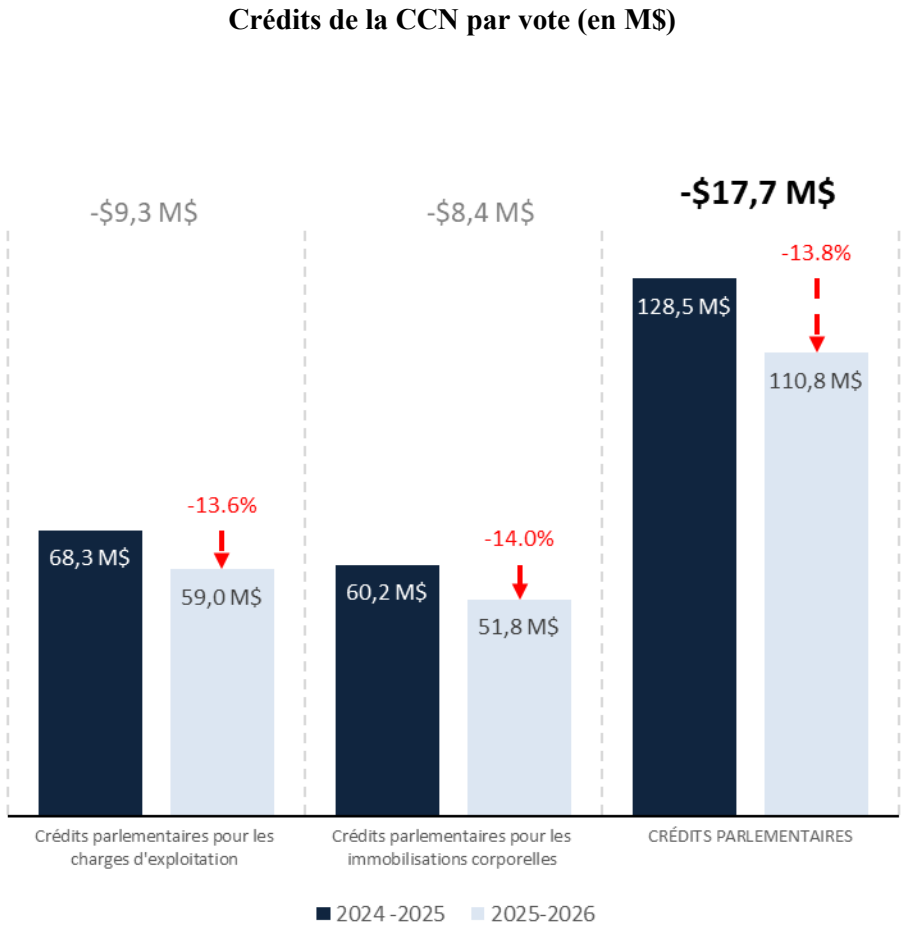
Le graphique suivant présente les dépenses par catégorie comparativement à l’année précédente :



Le financement provenant du gouvernement du Canada par l'entremise des crédits parlementaires a diminué de 17,7 M\$ comparativement à la même période l'an dernier, s'établissant à 110,8 M\$. Les résultats pour les principales catégories de crédits parlementaires sont comme suit :

- Les crédits pour les immobilisations corporelles ont diminué de 8,4 M\$, ou 14,0%, pour atteindre 51,8 M\$;
- Les crédits pour les charges d'exploitation ont diminué de 9,3 M\$, ou 13,6%, pour atteindre 59,0 M\$.

Le graphique suivant présente les crédits par vote comparativement à l'année précédente :

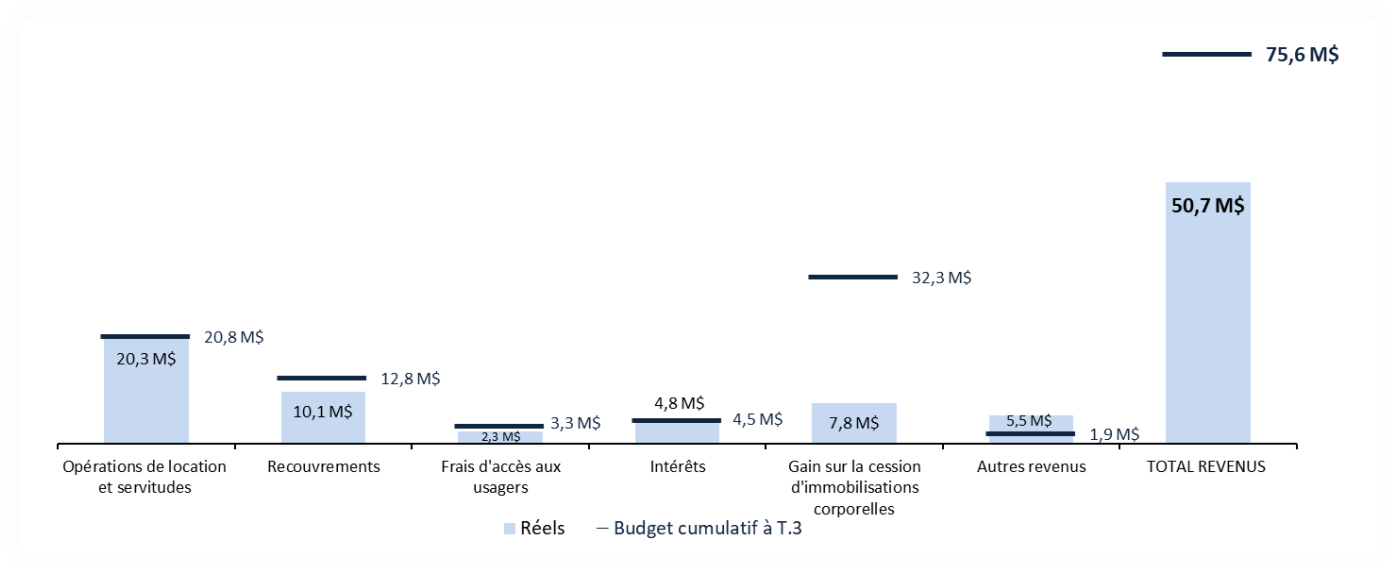


B. Analyse budgétaire

Le budget des revenus pour l'exercice 2025-2026 comprend des éléments non-récurrents, y compris les contributions et les recouvrements liés aux initiatives des ponts interprovinciaux et aux commémorations. À la fin du troisième trimestre, 21,7 M\$ ont été comptabilisés, ce qui représente 35,4% du budget annuel des revenus non-récurrents.

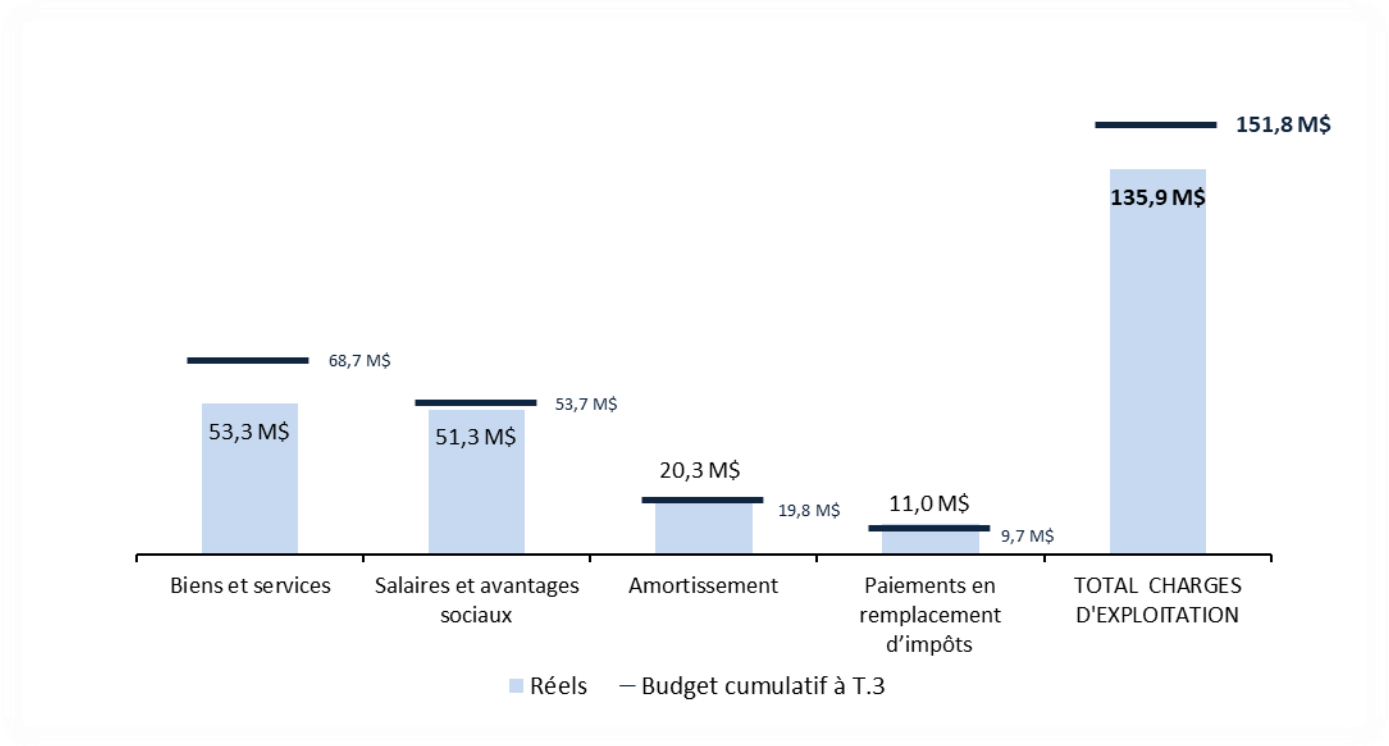
Les revenus totaux cumulés au 31 décembre s'élèvent à 50,7 M\$, en dessous du budget établi à 75,6 M\$. Les revenus d'intérêts et les autres revenus sont supérieurs au budget, tandis que les opérations de location et de servitudes, les recouvrements, les frais d'accès aux usagers et le gain sur cession d'immobilisations corporelles sont en dessous du budget.

Revenus par type – Réels vs budget cumulatif à T.3 (en M\$)



Le tableau suivant fournit les détails des charges d’exploitation cumulatives de 135,9 M\$ en date du troisième trimestre comparativement au budget de 151,8 M\$. La variance comparativement au budget s’explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu en biens et services (15,5M\$), en salaires et avantages sociaux (2,4M\$), compensées en partie par des paiements tenant lieu d’impôts fonciers plus élevés que prévu (1,4M\$) et l’amortissement (0,6M\$).

Charges d’exploitation– Réels vs budget cumulatif à T.3 (en M\$)



C. Utilisation des crédits parlementaires

La CCN tire son financement de différentes sources: les crédits parlementaires, les opérations de location et servitudes, les frais d'accès aux usagers, les recouvrements, les revenus d'investissements, les gains sur la cession d'immobilisations corporelles et les autres revenus. La CCN prélève ses crédits parlementaires en fonction de la prévision des dépenses telle que fournie au ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement. Puisque les dépenses ne sont pas liées à une source de financement, l'appariement direct des crédits reçus et à recevoir et son utilisation spécifique n'est pas pertinente.

La CCN a comptabilisé 110,8 M\$, ou 54,8 % de son financement annuel en crédits parlementaires prévu pour la période terminée le 31 décembre 2025. Les prélèvements de crédits parlementaires sont fondés sur les dépenses prévues. Le tableau ci-dessous démontre la prévision des crédits parlementaires par vote.

Les crédits parlementaires de la CCN par vote (en milliers de dollars)

Vote	Budget annuel	Crédits parlementaires reconnus	% Reconnus	Budget supplémentaire des dépenses	Prévision d'ici mars 2026
Crédits pour les charges d'exploitation	97 012	57 699	59.5%	1,563	40 876
Crédits différés	4 370	1 308	29.9%	-	3 062
<i>sous-total</i>	101 382	59 007	58.2%	1,563	43 938
Crédits pour les immobilisations corporelles	100 253	42 010	41.9%	-	58 243
Crédits différés	572	9 740	1702.8%	-	250
<i>sous-total</i>	100 825	51 750	51.3%	-	58 493
Total	202 207	110 757	54.8%	1 563	102 431

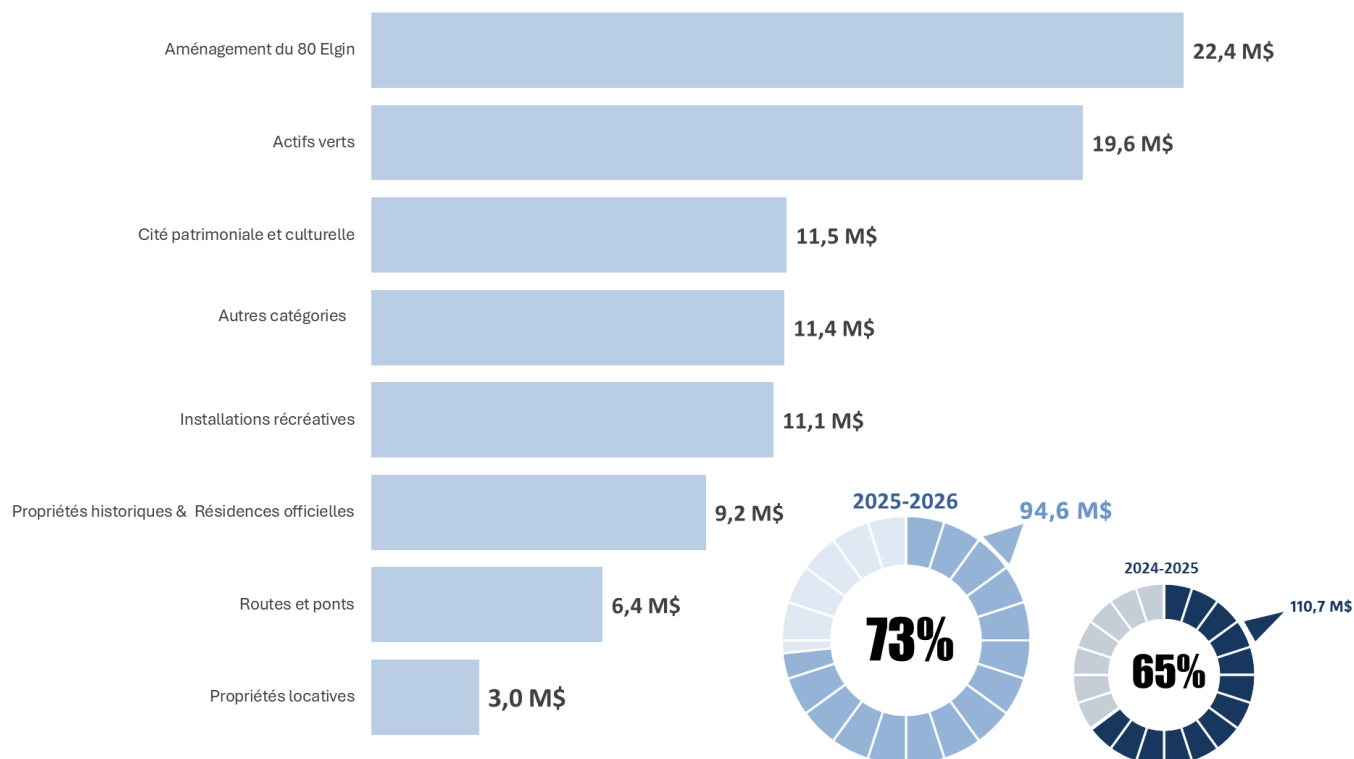
Des détails additionnels concernant les crédits parlementaires se trouvent dans les états financiers trimestriels de la CCN au 31 décembre 2025 (note 8 des états financiers trimestriels).

D. Dépenses d'immobilisations corporelles

Les investissements selon les principales catégories de dépenses d'immobilisations corporelles sont les suivants :

Pour les neuf mois clos le 31 décembre 2025 (K \$)	Réels
Routes et ponts Promenade de la Gatineau, pont Wakefield	6 382
Propriétés historiques Résidences officielles, cour Clarendon	9 231
Propriétés locatives	2 970
Mise en valeur de propriétés Réaménagement des plaines LeBreton	1 706
Cité patrimoniale et culturelle	11 458
Actifs verts Système d'éclairage le long du canal Rideau, pavillon Rockcliffe, Mur de la promenade Colonel By (phase 2), Quai de l'Est	19 628
Installations récréatives Camping du lac Philippe	11 089
Équipements	610
Acquisitions de propriétés (y compris le fonds vert)	1 788
Aménagement du 80 Elgin	22 408
Autres Salaires	7 287
Totaux Réels T3 2025-2026	94 557
Totaux Réels T3 2024-2025	110 686
Variance	(16 129)
Budget 2025-2026	128 973
% Budget	73%
% réels + engagements (financé par le budget annuel et les reports)	113%

Investissements par principales catégories de dépenses en immobilisations (en M\$)



E. Sommaire de l'état de la situation financière

Au 31 décembre 2025, les actifs financiers s'élevaient à 197,5 M\$, soit une diminution de 24,3 M\$, ou 11,0 %, par rapport à 221,8 M\$ au 31 mars 2025. Cette baisse s'explique principalement par une réduction des placements de 19,8 M\$ et une baisse de 16,3 M\$ de la trésorerie et équivalents de trésorerie, partiellement compensées par une hausse de 6,6 M\$ des prêts à recevoir, ainsi qu'une augmentation de 2,9 M\$ des créances, et de 2,3 M\$ des trésorerie et équivalents de trésorerie affectés.

Les passifs ont totalisé 248,6 M\$ au 31 décembre 2025, soit une augmentation de 47,0 M\$ ou 23,3% par rapport à 201,6 M\$ au 31 mars 2025. Cette augmentation est principalement attribuable à une augmentation de 25,7 M\$ de la provision pour assainissement environnemental, de 14,0 M\$ des revenus reportés, de 6,4 M\$ des créditeurs et charges à payer, et de 1,6 M\$ des autres passifs, partiellement compensée par une diminution de 0,6 M\$ des avantages sociaux futurs.

Les actifs non financiers se chiffraient à 1 144,7 M\$ au 31 décembre 2025, une augmentation de 96,9 M\$ ou 9,2 % par rapport à 1 047,8 M\$ au 31 mars 2025, reflétant principalement l'augmentation des immobilisations corporelles, nettes de l'amortissement en raison de l'avancement des projets en immobilisations financés par le Budget 2020 et l'Énoncé économique de l'automne 2022.

F. Risques et stratégies d'atténuation

La CCN identifie, gère et atténue les risques auxquels elle est exposée en adoptant un cadre intégré de gestion, qu'elle applique à la prise de décisions stratégiques, à la planification opérationnelle et à la gestion de projets. La gestion des risques d'entreprise s'intègre au cycle de planification et de reddition de comptes de la CCN par le truchement d'un exercice visant à établir son profil de risque. Cet exercice aide la société d'État à identifier ses principaux risques d'entreprise ainsi que les mesures d'atténuation correspondantes pour la période de planification. Ces risques d'entreprise sont suivis de près tout au long de l'exercice, et il est rendu compte au conseil d'administration, tous les trimestres, des tendances en la matière et de l'efficacité des mesures d'atténuation.

La CCN cherche constamment à améliorer son cadre de gestion des risques et à mettre à profit une information plus complète sur les risques pour prendre des décisions. Elle peut ainsi prendre des mesures adéquates pour mettre en œuvre les stratégies d'atténuation nécessaires et conserver sa résilience.

Principaux risques et mesures d'atténuation

En date du 31 décembre 2025, la CCN a cerné trois principaux risques d'entreprises qui dépassent sa tolérance au risque:

1. Gestion des actifs : Depuis 2018-2019, la CCN a fait d'importants investissements en immobilisations pour répondre aux besoins critiques et la détérioration de ses actifs, grâce au financement fournis par le gouvernement du Canada, qui s'efforce de surmonter les impacts des décennies précédentes de sous-investissement. Parallèlement, la société met en œuvre des mesures continues pour améliorer ses processus, ses systèmes et ses pratiques en matière de gestion des actifs et de planification des investissements. Il y a un risque que le manque d'intégration uniforme de la planification du portefeuille, de l'affectation des ressources et de l'exécution des projets limite la capacité de la CCN de gérer efficacement les risques liés à la détérioration des actifs et à faire valoir la nécessité d'augmentations de financement.

Afin d'atténuer ce risque, la CCN continuera à travailler sur les biens qui ont besoin de réparations essentielles, de les revitaliser et de les remettre en bon état conformément aux crédits supplémentaires, y compris des mesures visant à accroître leur résilience aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes.

La CCN tirera parti de nouveaux fonds pour mettre en œuvre un programme de planification des investissements qui intègre la gestion des actifs à long terme, va poursuivre la mise en œuvre d'un programme cyclique d'inspection de l'état des actifs, continuer à tenir à jour les données tout au long du cycle de vie d'un actif, ainsi que renforcer les exigences en matière de priorisation des actifs en fonction de la planification du portefeuille.

La CCN planifiera et mettra en œuvre le remplacement des systèmes intégrés de gestion des finances et des actifs afin de répondre aux besoins des membres du personnel qui les utilisent. La Société établira et mettra également en œuvre des approches visant à atténuer les facteurs clés du marché et les facteurs géopolitiques qui pourraient entraîner une augmentation des coûts des projets, notamment l'évolution des politiques tarifaires, la volatilité du marché, les pénuries de main-d'œuvre et la disponibilité des échanges commerciaux, afin de garantir que les coûts globaux de programme restent dans les limites du financement alloué et affecté existant.

La CCN profitera du rapatriement du portefeuille immobilier commercial pour mieux intégrer la planification du portefeuille, l'affectation des ressources et l'exécution des projets dans l'ensemble de son inventaire immobilier. La société poursuivra ses efforts de gestion des actifs grâce à la mise en œuvre de la norme comptable pour le Programme des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

2. Pouvoirs : Les pouvoirs de la CCN conférés par la loi sont demeurés en grande partie inchangés depuis sa création en 1959. Les lacunes au sein de ces pouvoirs présentent des défis pour la CCN dans ses efforts de

conservation et de protection des actifs bâtis et naturels, et pour effectuer des transactions immobilières en termes modernes, à l'appui de son mandat. Il y a un risque que les pouvoirs limités de la société nuisent à l'exécution du mandat de la CCN et à sa capacité d'influencer les parties prenantes externes.

Pour atténuer ce risque, la CCN a l'intention de continuer à collaborer avec les partenaires gouvernementaux et à les soutenir dans la mise en place de solutions visant à accroître ses pouvoirs législatifs et réglementaires. La société exercera les pouvoirs existants afin de s'acquitter efficacement de son mandat dans le cadre législatif actuel et en appui aux directives gouvernementales.

3. Changements climatiques : L'impact du changement climatique et des événements météorologiques connexes sur les actifs bâtis et naturels, les opérations et les programmes, ainsi que les ressources financières et non financières, pourrait nuire à la capacité de la CCN de remplir son mandat.

Pour atténuer ce risque, le NCC met en œuvre son Plan d'Adaptation Climatiques et élabore un plan de préparation aux situations d'urgence afin de garantir un état de préparation en cas d'événements météorologiques extrêmes. Le NCC terminera également l'évaluation du cadre de divulgation des risques financiers liés au climat, élaborera et mettra en œuvre un plan visant à prioriser les mesures clés pour intégrer les risques et les opportunités liés au climat dans la planification stratégique et la prise de décision. Enfin, la CCN évaluera et déterminera les risques et les opportunités liés au climat pour les projets et les opérations afin de soutenir des investissements en immobilisation éclairés et efficaces.

G. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes

Aucun autre changement majeur concernant les opérations, le personnel ou les programmes de la CCN n'est survenu au cours des trois mois clos le 31 décembre 2025.

États financiers non audités

Pour les neuf mois clos le 31 décembre 2025

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'États, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le premier dirigeant,



Tobi Nussbaum

La Vice-présidente, Services généraux et
Cheffe des services financiers,



Tania Kingsberry, CPA, CA

Ottawa, Canada
Le 24 février 2026

COMMISSION DE LA CAPITALÉ NATIONALE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)
(en milliers de dollars)

31 décembre 2025 31 mars 2025

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	142 260	158 557
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés (note 4)	15 015	12 701
Créances	22 206	19 251
Prêts à recevoir	6 808	339
Placements (note 3)	11 201	30 992
	197 490	221 840

PASSIFS

Créditeurs et charges à payer	44 961	38 553
Provision pour assainissement environnemental	99 663	74 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	29 184	29 184
Revenus reportés (note 5)	49 036	35 046
Avantages sociaux futurs	9 797	10 402
Autres passifs	15 968	14 415
	248 609	201 600

ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)

(51 119) 20 240

ACTIFS NON FINANCIERS

Immobilisations corporelles (note 6)	1 139 171	1 039 685
Frais payés d'avance	1 318	3 878
Autres actifs non financiers	4 220	4 220
	1 144 709	1 047 783

EXCÉDENT ACCUMULÉ

1 093 590 1 068 023

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration

La présidente du conseil d'administration,



Maryse Gaudreault

La présidente du Comité d'audit,



Tanya Gracie

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ (NON AUDITÉ)
Pour les neuf mois clos le 31 décembre (en milliers de dollars)

		Trois mois clos le 31 décembre		Neuf mois clos le 31 décembre	
	2025-2026 Budget annuel (note 2)	2025 Réal	2024 Réal	2025 Réal	2024 Réal
REVENUS					
Opérations de location et servitudes	27 715	7 394	7 930	20 266	19 718
Recouvrements	17 007	4 212	2 013	10 062	5 425
Frais d'accès aux usagers	4 426	559	503	2 294	1 794
Intérêts	5 991	1 214	2 699	4 755	9 450
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	43 050	7 754	-	7 838	1
Autres revenus	2 581	2 426	5 523	5 455	10 878
	100 770	23 559	18 668	50 670	47 266
CHARGES (note 7)					
Planification à long terme	17 946	1 845	1 756	5 755	5 356
Intendance et protection	142 626	35 817	33 227	102 653	93 086
Services internes	41 890	9 205	9 880	27 452	27 989
	202 462	46 867	44 863	135 860	126 431
Déficit avant le financement du gouvernement du Canada	(101 692)	(23 308)	(26 195)	(85 190)	(79 165)
Financement du gouvernement du Canada					
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	101 382	24 837	25 997	59 007	68 318
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles (note 8)	100 825	22 428	43 866	51 750	60 178
	202 207	47 265	69 863	110 757	128 496
Excédent de la période	100 515	23 957	43 668	25 567	49 331
Excédent accumulé au début de la période	1 087 512	1 069 633	1 019 681	1 068 023	1 014 018
Excédent accumulé à la fin de la période	1 188 027	1 093 590	1 063 349	1 093 590	1 063 349

Les notes afférentes font partie intégrantes des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) (NON AUDITÉ)

Pour les neuf mois clos le 31 décembre (en milliers de dollars)

	2025-2026 Budget annuel (note 2)	2025 Réal	2024 Réal
Excédent de la période	100 515	25 567	49 331
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles (note 6)	(116 275)	(120 011)	(111 089)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	26 346	20 326	17 704
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	(43 050)	(7 838)	(1)
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	-	18
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	61 500	8 037	1
	(71 479)	(99 486)	(93 367)
Variation des frais payés d'avance	-	2 560	2 292
Variation des autres actifs non financiers	-	-	50
	-	2 560	2,342
Diminution des actifs financiers nets	29 036	(71 359)	(41 694)
Actifs financiers nets au début de la période	(1 311)	20 240	79 492
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de la période	27 725	(51 119)	37 798

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)
Pour les neuf mois clos le 31 décembre (en milliers de dollars)

	2025	2024
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires		
pour les charges d'exploitation	77 345	57 839
Rentrées de fonds provenant des opérations de location et servitudes	19 180	18 281
Rentrées de fonds provenant des recouvrements, frais d'accès aux usagers et autres revenus	12 957	9 535
Paievements aux fournisseurs	(64 536)	(57 502)
Paievements aux employés	(52 897)	(55 846)
Octroi de prêts à recevoir	(6 498)	-
Rentrées de fonds provenant de remboursements de prêts à recevoir	28	18
Intérêts reçus	6 714	8 297
Déboursés relatifs à la gestion et à l'assainissement de sites	(260)	(419)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation	(7 967)	(19 797)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires pour		
les immobilisations corporelles	48 049	25 313
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles	(81 992)	(93 918)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	8 038	1
Rentrées de fonds pour cession future d'un terrain	1 760	129
Déboursés pour l'assainissement environnemental	(1 745)	(425)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement en immobilisations	(25 890)	(68 900)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Rentrées de fonds pour le Fonds « Chambers Building »	193	1 342
Acquisition de placements	(1 300)	(873)
Encaissement de placements	20 981	30 563
Flux de trésorerie provenant des activités de placement	19 874	31 032
Diminution de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(13 983)	(57 665)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	171 258	171 363
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	157 275	113 698
Représentés par :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	142 260	99 944
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés	15 015	13 754
	157 275	113 698

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale (CCN) a été constituée en 1959 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale* (1958) comme une société d'État mandataire sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée dans la *Loi sur la capitale nationale* (2013), est d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

La CCN est aussi chargée de la gestion et de l'entretien des immobilisations corporelles des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale. La CCN encourage la population canadienne à participer à la mise en valeur des aires publiques des résidences officielles grâce à des dons publics de meubles, de peintures et d'objets d'art ou de sommes destinées aux acquisitions. Les pièces choisies doivent refléter le patrimoine et les traditions artistiques du Canada, être associées à des événements historiques ou s'intégrer au style architectural d'une résidence.

En juillet 2015, la société a reçu une instruction (C.P. 2015-1106) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques du Conseil du Trésor. La CCN a satisfait aux exigences de la directive depuis 2015-2016.

2. Conventions comptables importantes

MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).

Ces états financiers trimestriels doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels en date du 31 mars 2025 qui détaillent les normes comptables applicables.

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les états financiers trimestriels sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels les plus récents.

Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers conformément aux NCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les valeurs présentées au titre d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date de clôture ainsi que sur les montants présentés au titre de revenus et charges de l'exercice. La durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles, la provision pour assainissement environnemental, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les avantages sociaux futurs, la réduction de valeur des immobilisations corporelles et la comptabilisation des passifs éventuels sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Les résultats réels peuvent différer de façon significative des estimations de la direction.

Données budgétaires

Les données budgétaires pour 2025-2026, présentées dans le *Plan d'entreprise 2025-2026 à 2029-2030*, sont incluses à l'état des résultats et de l'excédent accumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette).

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements

A. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Au 31 décembre 2025, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent 142,3 millions de dollars (158,6 millions au 31 mars 2025) d'encaisse, investis à un taux d'intérêt moyen pondéré de 3,2 % (4,7 % au 31 mars 2025).

B. PLACEMENTS

Au 31 décembre 2025, les placements de portefeuille incluent des titres de gouvernements provinciaux ainsi que des certificats de placement garanti totalisant 11,2 millions de dollars (31,0 millions au 31 mars 2025) investis à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 3,0 % (4,9 % au 31 mars 2025).

	31 décembre 2025		31 mars 2025	
	Coût amorti	Cours du marché	Coût amorti	Cours du marché
Gouvernements provinciaux	11 201	11 312	10 992	10 974
Certificats de placement garanti	-	-	20 000	20 000
	11 201	11 312	30 992	30 974

C. FONDS INSCRITS À DES COMPTES SPÉCIAUX

Au 31 décembre 2025, parmi la trésorerie et les équivalents de trésorerie, 67,3 millions de dollars (76,2 millions au 31 mars 2025) étaient inscrits à des comptes spéciaux dont l'utilisation est désignée à l'interne et réservée à un usage particulier.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés

La trésorerie et équivalents de trésorerie affectés sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2025	31 mars 2025
Fonds « Chambers Building »	8 612	8 419
Dépôt pour cession future d'un terrain	4 585	2 493
Train léger sur rail	1 818	1 789
	15 015	12 701

Fonds « Chambers Building »

Tel qu'indiqué dans le bail foncier du 40, rue Elgin (l'édifice Chambers), ce fonds administré par la CCN provient de contributions de l'ancien locataire et a pour objectif de financer l'apport d'améliorations futures à cet immeuble. Un passif connexe est comptabilisé dans l'état de la situation financière.

5. Revenus reportés

Les revenus reportés sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2025	31 mars 2025
Revenus de location reportés	8 328	8 356
Revenus de permission d'occuper reportés	926	1 302
Crédits parlementaires pour diverses initiatives	11 788	1 320
Contribution de SPAC pour la construction du nouveau siège social	1 139	10 879
Contribution de la Ville d'Ottawa pour l'aménagement du parc riverain de la berge sud	845	1 476
Autres revenus reportés	26 010	11 713
	49 036	35 046

Les revenus de location reportés correspondent principalement à la valeur actualisée du montant minimal des revenus de location futurs exigibles que la CCN a perçus en vertu de quatre différents baux de location de terrains. La valeur actualisée pour les contrats en cours a été établie en utilisant des taux d'actualisation de 4,0 %, 4,27 %, 6,01 % et 6,5 %. Ces revenus de location reportés seront constatés aux résultats sur la durée des baux qui comportent différentes dates d'échéance, et ce, jusqu'en 2075. Durant la période, des revenus de location reportés de 0,3 million de dollars (0,3 million au 31 décembre 2024) ont été constatés aux résultats.

La contribution de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) de 1,1 million de dollars (10,9 millions au 31 mars 2025) est pour les travaux de rénovations du nouveau siège social de la CCN qui devraient être terminés d'ici 2026-2027, et la contribution de la Ville d'Ottawa de 0,8 million de dollars (1,5 million au 31 mars 2025) est pour l'aménagement du parc riverain de la berge sud

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

en lien avec le projet de train léger sur rail et est constatée selon l'achèvement des travaux qui devraient être terminés d'ici 2029-2030.

Les autres revenus reportés correspondent principalement à des crédits parlementaires reçus d'avance de 13,0 millions de dollars (aucun au 31 mars 2025) pour la période suivante, à une contribution d'Anciens Combattants Canada de 3,4 millions de dollars (3,6 millions au 31 mars 2025) pour la construction d'une commémoration qui devrait être terminée d'ici 2028-2029, une contribution d'Affaires Mondiales Canada de 2,8 millions de dollars (3,7 millions au 31 mars 2025) pour la construction d'une commémoration qui devrait être terminée d'ici 2026-2027, ainsi qu'une contribution de Patrimoine canadien de 1,1 million de dollars (1,2 million au 31 mars 2025) pour la construction d'une commémoration qui devrait être terminée d'ici la fin 2025-2026.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6. Immobilisations corporelles

	COÛT				AMORTISSEMENT CUMULÉ				VALEUR COMPTABLE NETTE	
	Solde d'ouverture	Acquisitions/Ajustements	Dispositions	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Dépense d'amortissement	Dispositions/Ajustements	Solde de fermeture	31 décembre 2025	31 mars 2025
Terrains ¹	388 964	28 633	199	417 398	-	-	-	-	417 398	388 964
Immeubles et infrastructures ²	1 191 356	90 242	39	1 281 559	548 077	19 585	39	567 623	713 936	643 279
Améliorations locatives	15 360	-	-	15 360	13 072	197	-	13 269	2 091	2 288
Matériel ²	25 643	1 136	22	26 757	20 489	544	22	21 011	5 746	5 154
	1 621 323	120 011	260	1 741 074	581 638	20 326	61	601 903	1 139 171	1 039 685

1. Le coût des terrains inclut 0,2 million de dollars (0,2 million au 31 mars 2025) d'expropriation foncière non réglée.

2. Le coût total des immeubles et infrastructures, et matériel incluent 164,1 millions de dollars (123,3 millions au 31 mars 2025) de travaux en cours. Une fois les travaux terminés, leur coût sera amorti selon leur durée de vie utile prévue.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7. Charges par objet

Résumé des charges ventilées par objet :

		Trois mois clos le 31 décembre		Neuf mois clos le 31 décembre	
	2025-2026	2025	2024	2025	2024
	Budget annuel	Réel	Réel	Réel	Réel
	(note 2)				
Biens et services	91 662	19 434	19 065	53 266	47 270
Salaires et avantages sociaux	71 583	16 314	15 996	51 251	50 878
Amortissement	26 346	7 212	6 556	20 326	17 704
Paievements tenant lieu d'impôts fonciers	12 871	3 907	3 246	11 017	10 561
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	18
	202 462	46 867	44 863	135 860	126 431

Pour la période close le 31 décembre 2025, les antiquités, les œuvres d'art et les monuments, acquis ou construits par la CCN, représentaient 6,1 millions de dollars (2,0 millions au 31 décembre 2024). Ceux-ci sont comptabilisés comme charges au poste « Biens et services ».

8. Crédits parlementaires

	Trois mois clos le 31 décembre		Neuf mois clos le 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation¹				
Montant reçu durant la période	28 549	9 773	77 345	57 839
Montant reçu pour l'exercice précédent	-	-	(1 184)	(1 331)
Montant à recevoir à la fin de la période	-	19 715	-	19 715
Montant différé à la période suivante	(4 101)	(3 673)	(18 462)	(8 410)
Montant différé de l'exercice précédent	389	182	1 308	505
	24 837	25 997	59 007	68 318
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles²				
Montant reçu durant la période	20 749	9 748	48 049	25 313
Montant à recevoir à la fin de la période	-	35 152	-	35 152
Montant différé à la période suivante	1 679	(5 089)	(6 039)	(7 652)
Montant différé de l'exercice précédent	-	4 055	9 740	7 365
	22 428	43 866	51 750	60 178
Crédits parlementaires approuvés et constatés au cours de la période	47 265	69 863	110 757	128 496

1. En date du 31 décembre 2025 et 2024, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2026 et 2025 totalisaient 96,1 millions et 89,2 millions de dollars respectivement.

2. En date du 31 décembre 2025 et 2024, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2026 et 2025 totalisaient 83,8 millions et 60,5 millions de dollars respectivement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois clos le 31 décembre 2025 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

9. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants fournis pour la période précédente ont été reclassés conformément à la présentation adoptée pour la présente année.